



PROGRAMME THÉMATIQUE DE RECHERCHE : PTR-LSCC - CAMES-

Langues, Sociétés, Cultures et Civilisations (LSCC)

Projet : Considérations sociales, culturelles et politiques sur les élections en Afrique

Axe 2 : Autour du pouvoir : questionner l'Afrique traditionnelle

Appel à articles

Argumentaire :

Le Programme Thématique de Recherche (PTR-LSCC) initié par le CAMES dans le champ académique des Langues, Sociétés, Cultures et Civilisations, vise à produire des connaissances interdisciplinaires de qualité sur la problématique des élections en Afrique et les enjeux qu'elles revêtent sur ce continent. Une dizaine d'axes pertinents d'études et de recherche sont identifiés pour être creusés dont :

L'Axe 2 : Autour du pouvoir : questionner l'Afrique traditionnelle

Les États de l'espace CAMES ont une vision partagée de la démocratie, de la paix et de la sécurité en dépit d'une instabilité endémique qui a tendance à s'y incruster depuis une vingtaine d'années¹. Ils ont chacun été, dans un passé proche ou lointain, un lieu pertinent de consécration d'institutions démocratiques ou de type monarchique montrant clairement la prédisposition des peuples qui y vivent à internaliser les systèmes modernes de représentation ou de délégation de pouvoir à travers les modes électifs. L'on peut aisément référer à quelques grands ensembles politiques comme les Empires ou Royaumes qui se sont succédé ou ayant concomitamment existé du III^e au XIX^e siècle de notre ère. Il s'agit de ceux du Ghana, Tekrou, Mali, Kanem Bornou, Hausa, Akan, Moose, Baoulé, Songhay, Oyo, Bantou, Sokoto et Macina. Ces ensembles politiques précoloniaux furent le creuset d'un solide héritage historique, culturel et politique jusqu'à ce que souffle le vent de la colonisation, venu les anéantir et les assimiler. Ces empires et royaumes n'ont pas pu résister au pouvoir colonial. En effet, la conquête coloniale qui marque la défaite militaire et politique des chefferies traditionnelles africaines va considérablement réduire les pouvoirs traditionnels africains. Par force, par trahison ou par complicité, des fois par des signatures de protectorat, le colon est parvenu progressivement à dénuier les autorités traditionnelles africains de pouvoir et d'autorité. C'est ainsi la conquête des esprits a été consécutive à celle des territoires comme l'a bien souligné Cheikh Hamidou KANE dans l'Aventure ambiguë. Nous voyons bien que le chef des Diallobé était réduit à une impuissance au point où la Grande Royale lui montrera la voie de l'école pour éviter le pire. Toutefois, avec les indépendances, les chefs seront

¹ Référence aux lois fondamentales ou aux conférences nationales des États membres du CAMES



impliqués dans la gestion des crises locales et même à caractère national. D'autres se lanceront dans la politique, mais leur rôle statutaire est toujours ambigu et problématique dans presque tous les pays africains. Au Ghana, leur statut est bien défini mais ne s'impliquent pas dans la politique. Dans certains cas, paradoxalement, les peuples accordent plus de légitimité au pouvoir traditionnel dans la gestion des crises qu'au pouvoir moderne qu'ils ne reconnaissent pas. Au Burkina Faso, par exemple, pendant le putsch manqué de 2014, le palais royal du moogo naaba était devenu le lieu d'apaisement, de refuge, de médiation et de réconciliation des protagonistes politiques. Le roi, Sa Majesté, Naaba Baoogo, était devenu non seulement, celui qui incarnait le pouvoir et l'autorité, à qui putschistes et loyalistes se référaient, mais surtout faisait l'unanimité sur son impartialité et son patriotisme. Toute chose qui traduit dans la réal politique l'impact et l'importance et l'actualité du pouvoir traditionnel en Afrique.

Si pendant la période précoloniale, les pouvoirs traditionnels africains faisaient face à de nombreux défis par rapport au bien vivre-ensemble interpersonnel et communautaire (guerres tribales, aux razzias, etc.), les pouvoirs modernes importés de l'occident et installés de force en Afrique, n'ont pas non plus trouvé une solution adéquate à ce défi. Ainsi, nous constatons une crise universelle sur le bien vivre-ensemble qui découle d'une crise du pouvoir moderne. Bien que le pouvoir traditionnel africain ait été combattu de tout ordre, de la période coloniale à nos jours, il a su résister à toutes les formes d'oppression dont il a été victime, pour exister encore aujourd'hui. Cela s'explique en partie par sa dynamique, sa défense des valeurs sociales, sa proximité avec les administrés et surtout son organisation. Il importe de rappeler que contrairement à une certaine opinion occidentale ou colonialiste traitant le pouvoir traditionnel africain de féodal et d'anarchie, le pouvoir traditionnel en Afrique est organisé quel que soit le type de pouvoir, il incarne des valeurs humaines universelles. Au XIII^e siècle, Soundjata Kéita, roi de l'empire Manding, édicte la Charte de *Kurukan fugan* qui a valeur de Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Les *Moose* du Burkina Faso, bien avant l'arrivée du colon, avaient déjà une organisation sociopolitique à forme pyramidale, à l'instar d'un « Etat-nation », qui permettait au pouvoir traditionnel central d'avoir une mainmise sur les administrés du sommet à la base. L'on observera, au passage, que les questions de décentralisation ne sont pas un paradigme nouveau pour le pouvoir traditionnel en Afrique car les chefs traditionnels appliquaient mieux que quiconque la délégation des pouvoirs.

Mais le constat amer qui se dégage est que soixante ans après les indépendances, l'Afrique qui a abandonné ses coutumes et traditions, jugées rétrogrades, féodales, irrationnelles pour adhérer au mode de gouvernance, de pouvoir et d'autorité de l'occident a du mal à assurer l'épanouissement réel de sa population. Comme le disent les sages en Afrique, « la femme abandonne son mari pour un autre dans le but d'avoir une vie meilleure ». Toutefois, si la femme réalise qu'elle est moins épanouie chez son nouveau mari, elle ne tarde pas à revenir chez son premier mari. Cette image reflète le mieux la situation africaine.



Après avoir fait l'expérience douloureuse du pouvoir occidental, des crises pré et postélectorales, des guerres civiles, des guerres ethniques et religieuses, de l'individualisme suicidaire, l'Afrique pourrait avoir recours à ses modes endogènes de gouvernance, notamment au pouvoir traditionnel. Il est donc nécessaire d'aller à la compréhension du pouvoir traditionnel en Afrique afin de découvrir ses richesses, ses avantages, mais aussi ses insuffisances à partir desquels pourraient émerger des nouveaux paradigmes de pouvoir et de gouvernance prenant en compte l'Afrique et ses réalités socioculturelles et politiques.

Ainsi, l'interrogation principale autour du pouvoir traditionnel en Afrique est de savoir :

Que sert encore le pouvoir traditionnel en Afrique ? De cette question, découlent d'autres secondaires :

Quel est la place du pouvoir traditionnel en Afrique dans un monde soumis à l'uniformisation des cultures et des civilisations ? Quel rôle le pouvoir traditionnel en Afrique doit-il jouer dans le processus de démocratisation ? Quelles sont les forces et les faiblesses du pouvoir traditionnel en Afrique dans une mondialisation irréversible ?

De ces interrogations, les sous axes suivants, sans être exhaustifs, feront objet de réflexion :

1. Pouvoir traditionnel, fondements, concepts ;
2. Pouvoir traditionnel en Afrique et éthique ;
3. Pouvoir traditionnel et pouvoir moderne. Convergences et divergences ;
4. Démocratie et pouvoir traditionnel ;
5. Littérature orale et pouvoir traditionnel ;
6. La chefferie traditionnelle ;
7. L'alliance et la parenté à plaisanterie comme ciment du pouvoir traditionnel ;
8. Pouvoir traditionnel en Afrique entre honneur et dignité ;
9. Autorité et pouvoir traditionnel en Afrique ;
10. Typologie des pouvoirs traditionnels en Afrique.

Sources bibliographiques indicatives

-APPADURAI A., *Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation*. Paris : Payot, 2007.

-AYITTEY Georges , « La démocratie en Afrique Précoloniale », in *communication colloque Institut Euro 92*, 1993.

-DIARRA Lassina, , *La CEDEAO face au terrorisme transnational: Mécanismes et stratégies de lutttes*, 2016, L'Harmattan.

-DIOP CHEIKH ANTA, *Antériorité des civilisations nègres - Mythe ou vérité historique ?*

-DIOP CHEIKH ANTA, *Les Fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire, Présence africaine*, 1990



PROGRAMME THÉMATIQUE DE RECHERCHE : PTR-LSCC - CAMES-

Langues, Sociétés, Cultures et Civilisations (LSCC)

- DIOP CHEIKH ANTA, *Nations nègres et culture - De l'antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique Noire d'aujourd'hui*, Présence africaine, 1999
- IZARD Michel ; *Introduction à l'histoire des royaumes mossi*, recherches Voltaïques 12 ; CNRS-CVRS, Paris-Ouagadougou, 2 vol.1970, 428p.
- IZARD Michel ; *Le Yatenga Précolonial. Un ancien royaume du Burkina*, Karthala, Paris,1985, 168p.
- KAWADA, Junzo. *Textes historiques oraux des mosi Méridionaux (Burkina Faso)*, Institut of the study of language and cultures of Asia and Africa, Tokyo, 1985
- LEFORT Claude, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard ; 1981 .
- BENHAMMOU Mohammed, *Le Djihadisme international: l'ennemi invisible: mutations idéologiques et stratégies opérationnelles*, L'Harmattan, 2017.
- PAGEARD Robert, « Civilisation mossie et Egypte ancienne », in Genève-Afrique, vol 2. ; 1963, pp183-205
- PRESENCE AFRICAINE, 1993
- SISSAO Alain Joseph, *Alliances et parentés à plaisanterie, mécanisme de fonctionnement et avenir*, Sankofa & Gurli, 2002, 188p.
- TIENDREBEOGO Yamba. *Histoire et coutumes royales des Mossi de Ouagadougou*, Rédaction, et annotation de Robert Pageard, Ouagadougou ; imp Presses africaines, 1964, 205p.

Comité scientifique et de lecture :

BAZIE Isaac, UQAM, Montréal, Canada
DAKOUO Yves, Université Joseph KI Zerbo, Burkina Faso
GBENOUGA Martin, Université de Lomé, Togo
KOUAKOU Jacques, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire
OBIANG Ludovic, CENAREST, Gabon
OUATTARA Vincent, Koudougou, Burkina Faso
SANOU Salaka, Université Joseph KI Zerbo, Burkina Faso
SARR Phil. Mouhamadou Nissire, Cheikh Anta Diop, Sénégal
SISSAO Alain Joseph, Institut des Sciences des Sociétés (INSS/CNRST), Burkina Faso
TAGUE Kakeu, Université de Yaoundé I, Cameroun

Modalités pratiques de soumission

-Nom et prénom(s) du/des auteur(s) ; Institution de rattachement ; axe de contribution et résumé, cinq mots clés maximum, adresse électronique, proposition de contribution (300 à 500 mots, cinq à sept références bibliographiques maximum.

-Les propositions d'articles sont à envoyer **au plus tard le 30 juin 2020** à l'adresse suivante :

alainsis@gmail.com et une copie à michelyameogo11@gmail.com

Modalités de sélection : Évaluation des propositions en double aveugle. Les textes complets seront également soumis à évaluation.

Calendrier

- Notification acceptation ou refus le **30 Juillet 2020**
- Réception des articles complets le **15 Octobre 2020**
- Retour des évaluations le **15 Novembre 2020**
- Envoi des articles corrigés et mis aux normes **15 Décembre**
- Parution **2021**